

10 mai 2016

« Arrêtez l'hémorragie, qu'on puisse travailler »

Le syndicat Solidaires Finances publiques du Bas-Rhin a tiré hier la sonnette d'alarme : les agents des services fiscaux ne sont plus assez nombreux pour assurer toutes leurs missions. L'accueil du public va du coup être encore revu à la baisse.

CHRISTINE HELSTROFFER, la secrétaire de Solidaires Finances publiques 67, est la première à le regretter : « À partir du 1^{er} juillet, l'accueil du public ne sera plus assuré le mercredi et le vendredi » dans les centres des impôts « des communes de moins de 10 000 habitants et à Obernai ». Et à Strasbourg, le public trouvera portes closes « le mercredi et le vendredi après-midi », a-t-elle déploré hier, à l'occasion d'une conférence de presse.

300 postes supprimés en dix ans

Pour la représentante syndicale, cette nouvelle réduction de voilure, qui intervient après la fermeture l'an dernier de plusieurs « petites » trésoreries, comme celle de Hoerdt et de Rhinau, est hélas inévitable au regard de la baisse continue des



Les périodes d'accueil du public vont être revues à la baisse à partir dans plusieurs centres des impôts. PHOTO ARCHIVES DNA

effectifs du ministère des Finances.

« En dix ans, a-t-elle calculé, nous avons perdu environ 300 postes dans le Bas-Rhin. C'est l'équivalent du nombre de personnes qui travaillent au centre des finances publiques de Strasbourg. Aujourd'hui, nous ne sommes plus que 1 500 » -et 900 dans le Haut-Rhin- « pour « asseoir l'impôt, le recouvrer, contrôler sa collecte et l'application des règles d'utilisation de l'argent public ».

Dans ces conditions, « et c'est ce qui est grave, nous sommes obli-

gés de faire des choix ». À 1 500, a-t-elle observé, « les fonctions de gestion et de contrôle ne peuvent plus être assurées si on maintient l'accueil du public ». C'est donc lui qui subira les conséquences de cette baisse d'effectifs, appelée à se poursuivre. « Or la fréquentation de nos accueils n'a pas diminué », en raison notamment des « changements très fréquents » des dispositions fiscales et de « la difficulté d'obtenir des renseignements par téléphone », constate Christine Helstroffer.

Pour Solidaires Finances publi-

ques, la dématérialisation ne change rien à l'affaire. « Derrière, il faut toujours assurer le traitement et la gestion des déclarations », indique sa secrétaire générale bas-rhinoise.

La retenue de l'impôt à la source, annoncée pour 2018, ne contribuera selon elle pas non plus à alléger les missions des fonctionnaires. Au contraire. « Il va falloir vérifier que les entreprises, qui seront chargées de collecter l'impôt, le reverseront bien à l'État. Or pour cela, il faudra des personnes qui contrôlent ».

Pour le syndicat majoritaire à la DGFIP du Bas-Rhin, qui se dit « très inquiet de ce qui va se passer », « les suppressions de postes doivent donc cesser ». « Arrêtez l'hémorragie qu'on puisse travailler ! », s'est exclamée sa dirigeante à l'adresse du gouvernement.

C'est aussi, a-t-elle rappelé, une question de justice fiscale : « Si on a moins de monde pour contrôler », il y aura plus de fraude et donc « de plus en plus de citoyens à deux vitesses. Et bien sûr moins de recettes pour l'État. Or, a-t-elle relevé, « l'impôt est ce qui permet d'assurer les missions de service public ». ■

O.W.